ASSEMBLÉE NATIONALE

2 novembre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-3486

présenté par

M. Califer, M. Baptiste, M. Hajjar, M. Naillet, M. Aviragnet, Mme Battistel, M. Mickaël Bouloux, M. Philippe Brun, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, M. Echaniz, M. Olivier Faure, M. Garot, M. Guedj, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Bertrand Petit, Mme Pic, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Thomin, Mme Untermaier, M. Vallaud, M. Vicot et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE 55**Mission « Outre-mer »**

À la première phrase de l'alinéa 14, après le mot :

« justifiant »,

insérer les mots :

« d'un centre d'intérêts moraux et ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à prioriser l'aide pour le « retour au pays » aux personnes justifiant d'un centre d'intérêts moraux dans un territoire ultramarin.

Depuis maintenant quelques années, les Ultramarins appellent de leurs vœux le « retour au pays » de leurs jeunes qui constituent les forces vives de nos territoires. Or, si cette volonté peut recouvrir des mesures d'accompagnement multiples, il ne me semble pas que l'article 55 du présent projet de loi de finances réponde à la philosophie de cesdits vœux.

D'avantage concentré sur la mise en œuvre d'un accompagnement universel des individus qui présenteraient un projet professionnel en lien avec les besoins recensés localement, cet article ne se concentre que très brièvement sur l'idée et les nécessités requises par le « retour au pays ».

En effet, l'idée du « retour au pays » recouvre pour les Ultramarins une philosophie large de sens. Si elle incarne bien évidemment le souhait de voir nos jeunes revenir forts de leurs expertises et de leurs expériences acquises, cette expression toute consacrée a également pour objectif de dire tout le souhait que nous aurions à voir ces derniers s'établir de manière pérenne dans leur territoire pour, à leur tour, y fonder leur famille et ainsi ralentir, si ce n'est même qu'inverser les mauvaises prédictions démographiques que l'INSEE formule à l'égard de nos territoires.

Malencontreusement, alors que nécessaire, cette politique d'accompagnement et d'installation pérenne de nos jeunes ne figure pas clairement dans le présent article 55 du projet de loi de finances. C'est là une carence à laquelle le Gouvernement doit remédier dans les meilleurs délais pour permettre à nos territoires de se construire un avenir durable et une cohésion sociale stabilisée.